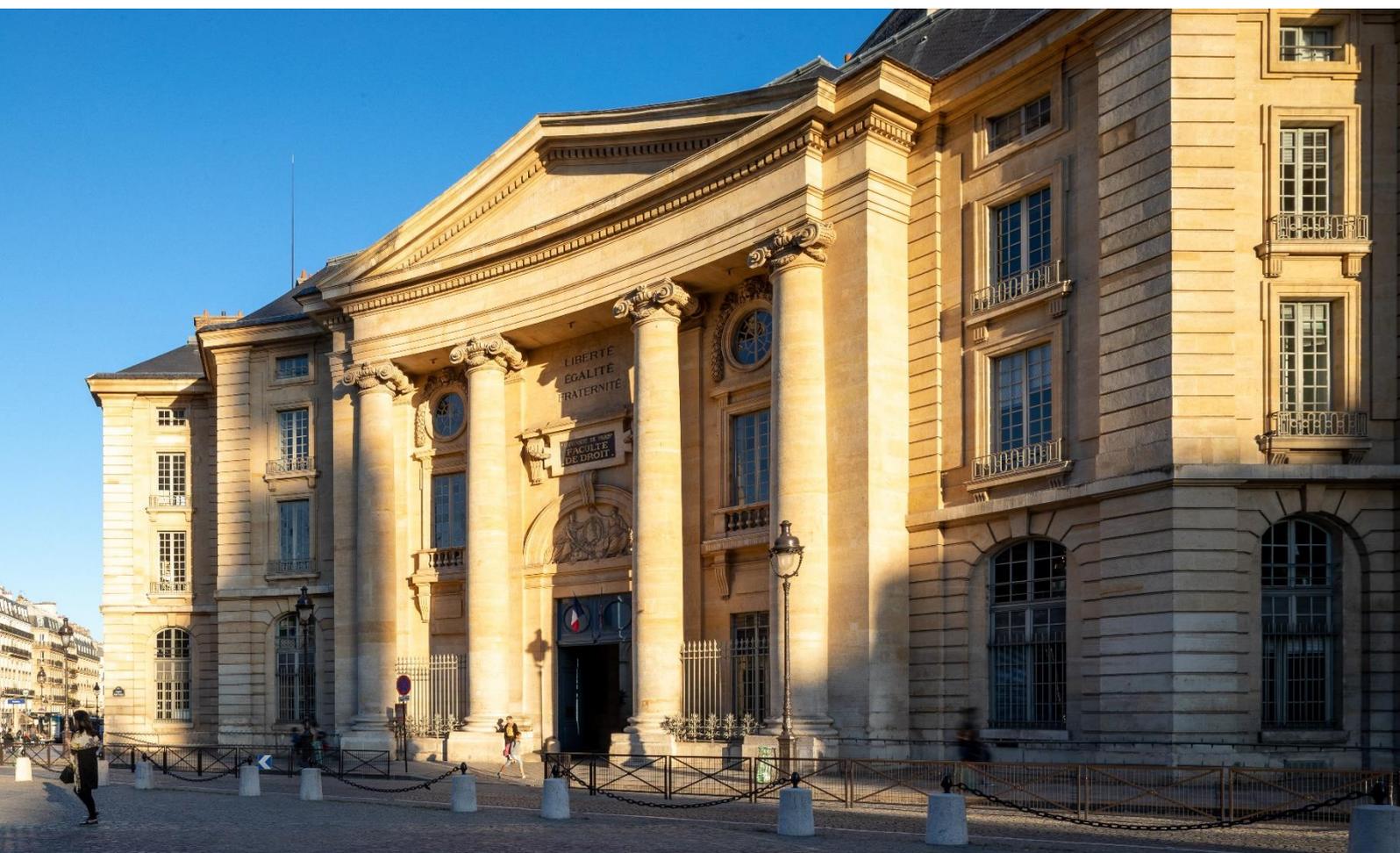


REVUE DE PRESSE

7 juillet 2022 – 20 juillet 2022



UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNE

DIRCOM Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Enseignants, chercheurs et doctorants

La Tribune

20 juillet 2022

Avec Jézabel Couppey-Soubeyran, maîtresse de conférences de sciences économiques

Politique "monétaire verte" : un grand pas pour la BCE, un petit pas pour le climat

Le 4 juillet dernier, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a annoncé qu'elle allait « tenir compte du changement climatique dans ses achats d'obligations d'entreprises, son dispositif de garanties, ses exigences de déclaration et sa gestion des risques, conformément à son programme d'action pour le climat ». Ces mesures ont été présentées comme s'inscrivant dans la feuille de route climatique annoncée un an auparavant à l'issue de sa révision stratégique.

Elles vont en réalité un peu plus loin et l'on ne peut que s'en réjouir, mais il ne s'agit pas d'en surestimer non plus la portée : elles ne concernent qu'une toute petite fraction des titres achetés ou pris en garantie par la BCE et le calendrier reste très étalé. Cela restera comme un premier pas important sur le chemin du verdissement, que d'autres emboîteront, du moins faut-il l'espérer, d'autant que la BCE reste très en deçà de ce que son mandat lui permet.

[Lien via Europresse](#)

L'Humanité

20 juillet 2022

Avec Denise Pumain, professeure émérite de géographie

Xiong'an, la ville modèle du président Xi Jinping

Sans doute le vieux Qi en aurait-il perdu son mandarin. Personnage phare de la littérature chinoise, le patriarche s'imagine que, à l'instar de la capitale impériale, sa maison, lovée dans le hutong du Petit-Bercail, est éternelle. Pékin n'a certes pas disparu, contrairement à de nombreuses ruelles traditionnelles, coeur du roman de Lao She (1), mais, après une expansion boulimique, les autorités s'emploient désormais à contenir son développement. « Pékin est une ville au sens euro-asiatique du terme, c'est-à-dire qu'elle s'est étendue à partir d'un centre et, par extensions successives, à travers la démolition de ses murailles », précise Denise Pumain, professeure de géographie à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne. La capitale compte aujourd'hui sept périphériques dont le plus éloigné se situe à 90 % dans la province voisine du Hebei qui entoure Pékin. Durant la dernière décennie, la mégapole a opéré un transfert continu de ses activités vers l'est et le grand port de Tianjin. Lors du dernier recensement de novembre 2020, la ville comptait 21,9 millions d'habitants, soit 15 % de moins qu'en 2014. L'un des plus grands projets réside dans la migration de l'administration à Xiong'an, future ville verte et high-tech du Hebei.

[Lien via Europresse](#)

The Conversation

19 juillet 2022

Avec Pierre-Yves Hénin, chercheur associé au Centre d'économie de la Sorbonne

Putin sobre Ucrania y Xi Jinping sobre Taiwán: dos discursos similares

La guerra de Rusia para subyugar o desmembrar Ucrania ha alimentado la preocupación de que la República Popular China pueda utilizar pronto la fuerza contra Taiwán para hacer realidad el “sueño chino de reunificación nacional”. Esta preocupación se acentúa por el hecho de que, tres semanas antes de la invasión de Ucrania, Vladimir Putin y Xi Jinping emitieron una declaración de plena solidaridad durante la visita del presidente ruso a Pekín. ¿Entonces Ucrania y Taiwán comparten la misma lucha?

[Lien vers l'article](#)

Politika

13 juillet 2022

Avec Janna Behel, masterante en Master 2 Indifférencié Crises : interventions d'urgence et actions de développement (FI/FC)

Un procès historique peut en cacher un autre. De V13 au « procès rwandais »

Au Palais de justice de Paris, sur l'île de la Cité, deux « procès historiques » ont lieu en parallèle en mai et juin 2022. Le premier, consacré au jugement de 20 accusés présumés avoir été impliqués dans les attentats terroristes du 13 novembre 2015 à Paris, a nécessité l'installation d'un dispositif de sécurité exceptionnel autour d'une salle aux dimensions spectaculaires. Quoique accrédité, on y franchit pour l'atteindre de nombreux contrôles de sécurité. Ce procès, dit V13, est fréquenté quotidiennement par de nombreuses parties civiles, certains de leurs 300 avocats, les avocats de la défense, des journalistes venus de France et d'ailleurs ainsi que des [chercheurs](#), tandis qu'au moins une salle est ouverte au public dans une autre aile du Palais. À quelques pas de cette salle, une autre peine à se remplir ; elle accueille le procès de Laurent Bucyibaruta, Rwandais jugé pour son implication dans le génocide commis vingt-huit ans auparavant à l'encontre des Tutsi du Rwanda. Les journalistes y sont très rares.

[Lien vers l'article](#)

Le JDD

12 juillet 2022

Avec Emmanuel Bellanger, directeur du Centre d'histoire sociale du XXème siècle

Pourquoi il est faux de dire que les quartiers populaires sont des déserts politiques

Alors que l'actualité électorale montre du doigt la forte abstention des quartiers populaires et que de nombreux analystes y voient un désintérêt pour la politique, notamment chez les jeunes, notre recherche participative invite à déplacer le regard et à reconsidérer les idées reçues. Si en effet les jeunes des quartiers populaires participent peu au jeu électoral, nos travaux mettent clairement en évidence que ces jeunes ne sont ni désintéressés ni passifs face à la politique. Notre recherche a été menée de 2017 à 2021 dans 10 quartiers d'Île-de-France. Elle a associé des chercheurs, des responsables de services ou d'associations jeunesse et une dizaine de jeunes par quartier. Ensemble, nous avons notamment co-rédigé le livre *Jeunes de quartier. Le pouvoir des mots* qui rend compte de ces réflexions collectives. L'ouvrage est accompagné d'un site sur lequel sont publiés par thématiques les travaux réalisés.

[Lien vers l'article](#)

Chronik

12 juillet 2022

Avec Antoine Vauchez, directeur de recherche au CNRS et membre du Centre européen de sociologie et de science politique

Antoine Vauchez : « la décision publique est placée sous pression de tout un monde de professionnels du conseil qui travaillent tout contre l'Etat »

- 1) Qu'est-ce que vous entendez par le mot « public » ? Est-il encore identifiable ? A-t-il le monopole de l'intérêt général ?**

Les mots du « public » forment un vocabulaire clé des démocraties. C'est avec eux qu'on identifie les biens et les activités (école, recherche, santé, transport, etc.) d'intérêt commun qui méritent d'être placés pour partie en dehors des règles de marché ; et c'est autour d'eux qu'ont historiquement émergé les espaces de la citoyenneté et les procédures de la démocratie par lesquels on décide et on contrôle collectivement que nos gouvernements agissent bel et bien en « pouvoirs publics », c'est-à-dire au nom de toutes et tous et pour toutes et tous. Ce qu'on pourrait appeler l'esprit public du gouvernement dépend en fait de l'arrimage de celui-ci à cette sphère du public démocratique. Or cet arrimage justement sort affaibli par trois décennies de mue néolibérale et européenne qui ont inscrit l'Etat dans de nouvelles chaînes de dépendance de sorte qu'il rend aujourd'hui un son moins « public ». En conduisant les différentes vagues de privatisation, en portant la transformation managériale de l'Etat ou encore en organisant tous les marchés désormais libéralisés (communications, transports, énergie, médicaments, etc.), la sphère du gouvernement, à Paris comme à Bruxelles, a en effet noué de nouvelles alliances avec les acteurs et les professionnels des marchés privés. On en trouve la trace dans le rôle clé que jouent aujourd'hui les cabinets de

conseil dans la conduite de l'action publique mais aussi dans l'intensification des aller-retour public-privé aux sommets de l'Etat et de l'Union européenne. Un des effets de cette transformation, c'est que la décision publique se trouve placée désormais sous pression de tout un monde de professionnels du conseil (lobbyistes, avocats, consultants, *etc.*) qui travaillent tout contre l'Etat. Les « Uber leaks » en offrent une nouvelle confirmation : on voit comment les plateformes se comportent en entrepreneurs de régulation qui engagent un puissant travail d'influence tout au long de la chaîne de la régulation qui va des agences aux ministères en passant la Commission européenne et les administrations. Au risque d'une crise de confiance dans l'Etat, les citoyens interrogeant sa capacité, voire sa volonté de se faire le relais des intérêts collectifs et en agir en « pouvoir public ».

[Lien vers l'article](#)

AOC media
12 juillet 2022

Avec Diane Roman, professeure de droit public

Droit à l'IVG : ouvrons une nouvelle ère du constitutionnalisme

La décision rendue par la Cour suprême des États-Unis le 24 juin 2022 au sujet de la liberté constitutionnelle d'avorter produit l'effet d'une onde de choc. Elle ne constitue pourtant malheureusement pas une surprise : juristes et acteurs de terrain états-uniens documentaient depuis plusieurs années déjà la fragilisation progressive du droit à l'avortement dans leur pays, et les récentes nominations à la Cour suprême laissaient augurer de la possible fin prochaine du principe affirmé par la Cour en 1973 dans l'affaire *Roe v. Wade*. Selon cet arrêt historique, le droit de *privacy* qui se déduit des « pénombres » de la Constitution^[1] protège le droit des femmes à interrompre leur grossesse, au moins pendant le premier trimestre voire jusqu'à la viabilité de l'enfant à naître – stade au-delà duquel les intérêts de l'État à préserver la vie pouvaient reprendre le dessus^[2]. De façon prévisible^[3], *Roe v. Wade* a donc été infirmé par l'arrêt *Dobbs v. Jackson Women's Health Organization*^[4].

[Lien vers l'article](#)

France Culture

11 juillet 2022

Avec Lucie Laplane, chargée de recherche CNRS à l'Institut d'histoire et de philosophie des sciences et des techniques à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Cellules souches : les fontaines de Jouvence ?

Qu'est-ce qu'une cellule ? Les cellules remplissent-elles toutes les mêmes fonctions ? Les cellules souches sont-elles toutes équivalentes en fonction de là où on les trouve ? Quelles sont les différents types de cellules souches et leurs potentialités de régénération ?

avec :

Lucie Laplane (Philosophe de la biologie), John De Vos (Professeur d'embryologie).

[Lien vers l'émission](#)

Le Monde

11 juillet 2022

Avec Pierre Brunet, professeur de droit public

Voiture électrique : « Le vrai coût du nouveau régime routier paraît mésestimé »

L'après-seconde guerre mondiale a correspondu, en France et ailleurs dans l'Occident libéral, à une phase de large accession à l'usage et à la propriété de l'objet automobile – véhicules utilitaires, agricoles et poids lourds compris. Au cours de cet âge d'or, le programme édicté dans le premier numéro de L'Argus de l'automobile et des locomotions, journal de référence du milieu automobiliste fondé en 1927, semblait parvenir à son accomplissement. L'éditorial programmatique proclamait en effet que « l'automobile tend à devenir aussi nécessaire que le blé et le pain qu'elle transporte ».

Etrangère nulle part, l'automobile s'est adaptée sur toutes les routes dignes de ce nom, que des services d'ingénierie à elles consacrés entreprirent de normaliser et d'adapter. S'ensuivit une domestication généralisée de l'espace par l'intermédiaire de l'adoption de revêtements standards et des premiers panneaux et équipements routiers.

Bientôt, des chaussées spéciales, appelées « autoroutes » – les autostrade italiennes furent les premières au cours des années 1920, tandis qu'en France l'autoroute du Sud, au départ de Paris, était inaugurée le 12 avril 1960 –, et des espaces publics urbains reconfigurés autour de la vitesse nouvelle des véhicules motorisés firent leur apparition.

[Lien via Europresse](#)

Le Monde

11 juillet 2022

Avec Pierre Brunet, professeur de droit public

En Corse, le combat du fleuve qui parle

Le fleuve Tavignano coule depuis le lac de Nino, perché à 1 743 mètres dans la montagne corse, pour aller se jeter dans la mer Thyrrhénienne près du village d'Aléria, 90 kilomètres plus loin. Ses eaux translucides serpentent sous des ponts génois au milieu du maquis, longent vingt-trois communes et débordent souvent. Lors de la crue de 1976, son débit avait atteint celui du Rhône. Les anciens appelaient la zone qui s'étend du village d'Antisanti, dans la basse vallée du Tavignano, à la plaine orientale « la montagne qui marche », parce que tout y bouge. Sur ce terrain friable, les talus s'affaissent, les routes s'effondrent, il y a des éboulements. « L'endroit parfait pour un centre d'enfouissement de déchets... », ironise Catherine Bona, 68 ans.

Revenues dans les années 1970 dans ce coin d'où vient leur père et qu'elles connaissent depuis l'enfance, cette ancienne institutrice et sa sœur, Pascale Bona, 70 ans, fromagère, racontent, devant un repas intégralement fait de produits de leur jardin, comment elles ont longtemps mené leurs brebis à travers la vallée, se baignant au passage dans le Vecchio, un affluent du Tavignano. Elles le font encore, mais pour combien de temps ? Depuis 2016, un projet d'enfouissement de déchets ménagers et de terres amiantifères issues de chantiers menace de voir le jour sur un site de 35 hectares dans un méandre du fleuve, à Giuncaggio, au beau milieu de cette montagne qui marche.

[Lien via Europresse](#)

The Conversation

10 juillet 2022

Avec Jézabel Couppey-Soubeyran, maîtresse de conférences en sciences économiques

Politique monétaire « verte » : un grand pas pour la BCE, un petit pas pour le climat

Le 4 juillet dernier, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a annoncé qu'elle allait « tenir compte du changement climatique dans ses achats d'obligations d'entreprises, son dispositif de garanties, ses exigences de déclaration et sa gestion des risques, conformément à son programme d'action pour le climat ». Ces mesures ont été présentées comme s'inscrivant dans la feuille de route climatique annoncée un an auparavant à l'issue de sa révision stratégique.

[Lien vers l'article](#)

The Conversation
10 juillet 2022

Avec Emmanuel Bellanger, directeur du Centre d'histoire sociale du XXème siècle

Les quartiers populaires ne sont pas des déserts politiques

Alors que l'actualité électorale montre du doigt la forte abstention des quartiers populaires et que de nombreux analystes y voient un désintérêt pour la politique, notamment chez les jeunes, notre recherche participative invite à déplacer le regard et à reconsidérer les idées reçues. Si en effet les jeunes des quartiers populaires participent peu au jeu électoral, nos travaux mettent clairement en évidence que ces jeunes ne sont ni désintéressés ni passifs face à la politique.

Notre recherche a été menée de 2017 à 2021 dans 10 quartiers d'Île-de-France. Elle a associé des chercheurs, des responsables de services ou d'associations jeunesse et une dizaine de jeunes par quartier. Ensemble, nous avons notamment co-rédigé le livre *Jeunes de quartier. Le pouvoir des mots* qui rend compte de ces réflexions collectives. L'ouvrage est accompagné d'un site sur lequel sont publiés par thématiques les travaux réalisés.

[Lien vers l'article](#)

La Tribune
10 juillet 2022

Avec Jean Debrie, professeur d'aménagement et urbanisme

Fret maritime : les ports français remontent le courant

La France possède la deuxième façade maritime mondiale et 3 427 km de côtes sur le territoire métropolitain. Pourtant, ses sept Grands Ports Maritimes (GPM)[1] sont distancés en termes de tonnage et d'attractivité par ceux de la rangée nord-européenne (Anvers-Zeebrugge, réunis depuis le 28 mars, Rotterdam, Hambourg, Brême). En 2020, selon le rapport DynaLiners, Rotterdam trustait la première place en Europe pour le trafic de conteneurs avec 14,5 millions d'EVP (équivalent vingt pieds), suivi d'Anvers (12 M) et Hambourg (8,5 M). Le Havre n'était que neuvième avec 2,35 millions. Au sud, Marseille-Fos n'apparaît même pas dans le top 10, devancé par le Pirée, Valence, Barcelone et Gênes. Or, les ports sont un instrument crucial pour notre économie. La valeur ajoutée totale associée au fonctionnement du système portuaire français dépasserait, selon un rapport du Sénat, les 15 milliards d'euros, et l'activité portuaire représenterait environ 350 000 emplois directs et indirects dont 180 000 emplois directs. Les causes de cette performance médiocre des ports hexagonaux sont multiples et complexes.

[Lien via Europresse](#)

France Culture

7 juillet 2022

Avec Frédéric Régent, maître de conférences d'histoire

Épisode 4/5 : Ce jour-là, l'esclavage est aboli

En France, le décret du 4 février 1794 abolit l'esclavage, mais n'en marque pas la fin effective. Combien de temps a-t-il fallu pour que l'esclavage soit définitivement aboli en France ? Quel rôle les esclaves ont-ils joué dans leur libération ?

avec :

Frédéric Régent (Historien, spécialiste des sociétés esclavagistes dans les colonies françaises du XVIIe au XIXe siècle), Catherine Coquery-Vidrovitch (Historienne, spécialiste de l'Afrique et professeure émérite de l'Université de Paris.).

[Lien vers l'émission](#)

Le Point

6 juillet 2022

Avec Anne Levade, professeure de droit public et présidente de la Fondation Panthéon-Sorbonne

IVG dans la Constitution : pourquoi ce projet divise les juristes

La réaction politique à la décision historique de la Cour suprême des États-Unis ne s'est pas fait attendre : des voix politiques s'élèvent pour graver dans la Constitution le droit fondamental à l'avortement. La raison, Simone de Beauvoir l'écrivait, dans *Le Deuxième Sexe*, en 1949 : « N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes toute votre vie durant. »

Plusieurs textes ont déjà été annoncés, notamment par la nouvelle cheffe de file des députés Renaissance Aurélie Bergé, tandis que les élus socialistes du Sénat envisagent de demander l'inscription de « l'égal accès à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) et à la contraception » dans le préambule du 27 octobre 1946 qui garantit les droits fondamentaux.

[Lien via EuroPresse](#)

Vie de l'université

Les Echos

12 juillet 2022

à propos de la nomination de Pierre-Paul Zalio au poste de président du Campus Condorcet

Pierre-Paul Zalio nommé président du Campus Condorcet

Un président expérimenté pour un campus en plein chantier. A 56 ans, Pierre-Paul Zalio, sociologue et ancien président (de 2012 à 2022) de l'Ecole Normale Supérieure Paris-Saclay vient d'être nommé à la tête du Campus Condorcet . Cette « Cité des Humanités et des Sciences Sociales » regroupe 11 établissements d'enseignement supérieur et de recherche, à cheval entre le quartier parisien de la Porte de la Chapelle (20.000 mètres carrés) et Aubervilliers, en Seine-Saint-Denis (157.000 mètres carrés)

[Lien vers l'article](#)
